

LA PÉNÉTRATION ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE RUSSE DANS LES BALKANS

Jean-Paul Guichard¹

L'article est consacré aux questions de la coopération de la Russie et la région Balkanique dans les sphères socio-économiques et politiques. L'auteur analyse les aspects historiques du devenir des relations entre les pays de l'Europe Orthodoxe, les Balkans et l'Union Européenne. L'auteur accorde l'attention à la problématique de la présence russe sur les Balkans, à savoir les questions suivantes: les relations Russie/Etats-Unis et les Balkans; le pétrole et le gaz russes et les Balkans; immobilier, tourisme et oligarques. Dans l'article on examine les difficultés économiques et politiques sur les Balkans, particulièrement dans tels pays, comme le Monténégro et le Kosovo. L'auteur arrive à la conclusion sur la nécessité de la compréhension des traditions historiques, culturelles religieuses des pays de l'Europe de l'Est, leur influence sur la formation des nations, les valeurs totales entre les peuples, la solidarité potentielle.

Le mot clef (Key Words): Russie, Balkans, Etats-Unis, les difficultés économiques et politiques.

JEL-codes: E 650, E 660, F 020.



En dépit de la réduction de ses marges de manœuvre économique et financière, du fait des sanctions imposées par les Etats-Unis et l'Union Européenne, du prix très bas du pétrole et de la baisse du cours du rouble, la Russie semble encore en mesure de «marquer des points» dans les Balkans.

Cet intérêt politique, stratégique et culturel russe pour cette région n'est certes pas nouveau : il y a toute une tradition de défense du monde orthodoxe (qu'il soit slave ou non) face au reste de l'Europe et face à ce qu'était jadis l'Empire Ottoman. Le conflit entre la Russie d'une part et l'Union Européenne et les Etats-Unis, d'autre part, constitue un élément important de réactivation de cet intérêt pour les Balkans. A cet égard, l'amputation de la Serbie avec la sécession forcée du Kosovo (pays qui est loin d'être reconnu par l'ensemble de la communauté internationale, surtout pas par la Russie qui le qualifie d'«Etat-OTAN») constitue un élément important dans la thématique que développe la Diplomatie Russe dans la région.

Tout se passe comme s'il y avait une sorte de «grand jeu» centré sur les Balkans dont les protagonistes seraient les Etats-Unis, l'Union Européenne (elle-même divisée!), la Chine, la

¹ Guichard Jean-Paul — le professeur de la chaire Jean Monnet ad personam «Europe-Balkans-Russie», Université de Nice Sophia-Antipolis.

Turquie et, bien sur, un acteur historique incontournable, la Russie. Cela concerne non seulement les six pays (cinq si on exclut le Kosovo) susceptibles d'entrer un jour dans l'UE mais aussi des pays qui font déjà partie de l'UE: la Bulgarie, la Roumanie, Chypre, la Grèce. Les terrains de ce jeu sont multiples: politique, culturel, économique, commercial, financier, militaire, sans oublier celui, très géopolitique, de l'énergie et des transports.

Dans leurs approches des problèmes des Balkans (et de la Russie), les dirigeants occidentaux ont tendance à oublier une chose importante: Bysance constitue l'un des héritages essentiels de l'Europe.

L'Europe Orthodoxe, les Balkans et l'Union Européenne

Il y eut jadis une «deuxième Rome» (Constantinople), puis une troisième, Moscou; y aurait-il de même une «troisième Europe»? Les traditions religieuses, plus que linguistiques, dessinent en effet trois Europe. Il y a tout d'abord les deux Europe qui constituent l'essentiel de l'actuelle UE et qui résultent du schisme provoqué à partir de 1517 par les thèses de Luther au sein de l'Eglise catholique Romaine: l'Europe de la Réforme au Nord, celle de la contre-réforme, autour de l'autorité du pape, au Sud. L'espace de la réforme comprend les pays situés autour de la mer Baltique (avec des exceptions notables: la Pologne et la Russie) ainsi que, pour partie au moins, la Hollande, la Suisse, les îles Britanniques; il s'agit donc d'une Europe qu'on pourrait qualifier de «germanique». L'Europe catholique comprend la majeure partie des pays latins (Portugal, Espagne, France, Belgique, Italie), une partie des pays de langues germaniques (Autriche, Allemagne du Sud, une partie de la Hollande et des îles britanniques), une partie des pays slaves (Pologne, Tchéquie, Slovaquie, Slovaquie, Slovaquie, Slovaquie, Croatie) ainsi que deux pays un peu à part, la Hongrie et Malte.

L'Europe orthodoxe d'aujourd'hui comprend quelques pays non slaves (la Grèce, Chypre, la Roumanie, la Moldavie) ainsi que la majeure partie des pays slaves: Russie, Biélorussie, Ukraine, Bulgarie, Serbie, Macédoine, Bosnie (en partie). Cette Europe est restée «orthodoxe» malgré le schisme Romain, la séparation des églises de Rome, d'une part, des patriarchats de Constantinople, Antioche, Alexandrie et Jérusalem, d'autre part; on retient souvent la date de 1054, lorsque l'envoyé du pape excommunie le patriarche de Constantinople: peut-être à tort car les ponts n'étaient pas tous coupés, le dialogue se poursuivait entre l'Eglise Romaine et celles d'Orient; en revanche, la quatrième croisade avec le sac de Constantinople en 1204 et l'établissement d'un «Empire latin de Constantinople» jusqu'en 1261, va laisser des traces profondes; toutefois, parce que l'Empire Romain d'Orient rétrécit comme une peau de chagrin sous l'effet des coups de boutoir des ottomans, celui qui sera son dernier empereur, Constantin Paléologue, recherche et obtient un accord avec le pape: le concile de Ferrare/Florence, en 1439, est celui de la réunification. Néanmoins, rentrés chez eux, les évêques orientaux du concile sont désavoués et reviennent sur leur signature, pour la plupart. Les églises orientales qui étaient déjà sous la domination Ottomane (Antioche, Jérusalem, Alexandrie) ne tenaient pas à voir leur situation empirer du fait des conséquences d'une allégeance à Rome alors même que les grecs de l'Empire anticipaient déjà la fin de celui-ci; enfin, Basile II, le Grand Prince de Moscou, ne souhaite pas que «son» église passe sous contrôle étranger! Le métropolite de Moscou, Isidore de Kiev, signataire du texte d'union de Florence, arrive à Moscou le 19 mars 1441: il célèbre la messe en l'église de l'ascension et proclame l'union des églises devant le Grand Prince et sa cour, mais il est emprisonné quatre jours après. Il réussit à s'enfuir et, inlassable apôtre de

l'union, il proclame la réunion des églises devant le Basileus, à Sainte Sophie, le 12 décembre 1452; l'union, à Constantinople, sera de courte durée: la dernière messe ayant lieu le jour de la prise de la ville par ses assaillants ottomans, le 29 mai 1453. A partir de cette date, la Russie sera alors (avec la Serbie mais pour très peu de temps) le seul pays orthodoxe indépendant, c'est-à-dire non soumis à la domination Turque; dès lors, le Prince de Moscou prendra le titre de César, Tsar en russe: Moscou sera la troisième Rome. Déjà, à cette époque, apparaissait une différence essentielle entre les églises de Rome et de Constantinople: le Pape entend être non seulement indépendant de l'Empereur mais, depuis le sacre de Charlemagne par Léon III, être au-dessus de lui comme le montre bien par ailleurs l'épisode de Canossa au cours duquel l'Empereur du Saint Empire Romain Germanique, Henri IV, est obligé de faire amende honorable et de s'humilier publiquement devant le Pape alors qu'à Constantinople, c'est l'Empereur qui, de fait, désigne les évêques (notamment ceux qui iront au concile). Il y a ainsi une tradition Byzantine de soumission de l'Eglise à l'Empereur, à l'opposé de la tradition Romaine: le Tsar de la troisième Rome va reprendre cette tradition. Celle-ci semble bien perdurer au cours des siècles: ainsi, le très beau film russe «Léviathan» (2014) montre bien la collusion, aujourd'hui, entre l'église orthodoxe et le pouvoir politique et la soumission de celle-ci à celui-là.

Il apparaît ainsi que l'Union Européenne, dans ses limites de 2015, réunit pour l'essentiel l'Europe catholique et l'Europe de la Réforme; à ceci près qu'elle intègre aussi les quatre pays dont le substrat religieux est orthodoxe que sont la Grèce, Chypre, la Bulgarie et la Roumanie. Reprenant en cela une idée développée par Emmanuel Todd dans ses livres, on fait ici l'hypothèse que, quand bien même les pratiques religieuses auraient complètement disparu, ce qui n'est pas tout à fait le cas, la prise en compte des espaces qu'elles délimitent resterait néanmoins pertinente pour la compréhension, aujourd'hui, des relations économiques, politiques, culturelles entre les différents pays. Un exemple de cela peut être fourni par l'attitude de la Russie lorsque, en 2006, deux pays orthodoxes, la Bulgarie et la Roumanie, ont été intégrées à l'UE: le Gouvernement russe de l'époque espérait avoir désormais deux alliés au sein de l'UE, solidarité orthodoxe oblige, des pays qui –on l'espérait à Moscou- seraient davantage à l'écoute des souhaits du Gouvernement russe que les pays slaves déjà membres de l'Union (Pologne, Tchéquie, Slovaquie) de tradition catholique et non pas orthodoxe. De fait, si on considère les opinions publiques en ce qui concerne les sentiments vis-à-vis de la Russie, on doit constater une nette opposition, par exemple, entre d'une part la Pologne, catholique, très largement anti-russe et favorable au pouvoir issu de la révolution «Maïdan» en Ukraine et, d'autre part, la Bulgarie orthodoxe dont une partie notable de la population est assez largement ouverte aux thèses du Gouvernement russe.

Cette «troisième Europe», héritière de l'Empire Romain d'Orient (qui était un Empire Grec) dont la capitale était, à partir du règne de l'Empereur Constantin, la «deuxième Rome», qui est restée dans la tradition orthodoxe, a de nos jours un petit pied dans l'Union Européenne (les quatre pays mentionnés dans ce qui précède) et un très grand pied en dehors de celle-ci (notamment la Serbie et, surtout, la Russie). Est-elle réellement reconnue par l'UE comme une partie essentielle de l'Europe ? Il semble bien que non....

Il ne faut pas craindre de le redire, la dynamique des Balkans doit être considérée à la lumière de traditions à la fois politiques et religieuses bien plus qu'à celle des pratiques linguistiques. La Slovénie et la Croatie, pays de langue slave, dont le substrat religieux est catholique, firent partie de l'Empire Austro-Hongrois et, à certains égards, ont conservé une certaine nostalgie de cette période; ils ont, par ailleurs, longtemps été dans l'orbite de Venise ; en

dépité de leurs langues slaves (des variétés de serbo-croate), ils ne font pas partie de la «troisième Europe».

La partie Balkanique de celle-ci est composée par quatre pays membres de l'Union Européenne (un pays slave, la Bulgarie, et trois pays non slaves qui sont la Grèce, Chypre ainsi que la Roumanie latine) et par un groupe de quelques pays qui n'en font pas partie et qui ont parfois un caractère composite pour ce qui est de la langue ou de la religion. Dans ce groupe, il y a tout d'abord trois pays slaves et orthodoxes issus de la défunte Yougoslavie (la Serbie, la Macédoine et le Monténégro) dont le plus important, à la fois par son histoire et par sa taille, est évidemment la Serbie ; il y a ensuite trois autres pays ou régions (le Kosovo peut être considéré comme un pays ou bien comme une région de la Serbie) qui sont plus difficiles à classer: la Bosnie-Herzégovine, l'Albanie et le Kosovo; le point commun entre ces trois entités réside dans l'importance de l'usage de la langue ou des dialectes albanais (surtout en Albanie et au Kosovo, un peu seulement en Bosnie-Herzégovine) ainsi que dans la trace religieuse profonde qu'a laissée l'Empire Ottoman. Ces régions, qui faisaient partie de l'Empire Romain d'Orient et qui, orthodoxes, dépendaient du patriarcat de Constantinople, furent en effet, en totalité (Albanie) ou partiellement (Kosovo, Bosnie-Herzégovine), converties à l'islam grâce aux mesures discriminatoires de la Sublime Porte qui touchaient les populations chrétiennes (impôts plus élevés, enlèvements d'enfants pour les besoins de l'armée). Ce qui est souvent présenté comme une singularité de ces régions, la langue albanaise, n'en est pas vraiment une ; cette langue n'est pas tombée du ciel mais est très profondément liée à ses environnements linguistiques : l'albanais, qui fait partie du groupe des langues indo-européennes, trouve la majeure partie de ses racines dans le grec et le slavon (lequel est lui-même à l'origine des langues slaves).

Parmi cette dizaine de pays des Balkans qui viennent d'être évoqués, lesquels présentent pour Moscou, le plus d'affinités? Pour les quatre pays membres de l'Union Européenne, une place toute particulière doit être réservée à la Grèce; la «deuxième Rome» était le centre d'un **empire grec** dont la religion a été conservée par la «troisième Rome»: par cette filiation, la Russie est, en quelque sorte, grecque! De même que les russes considèrent la Grèce comme un peuple très proche d'eux, une grande partie des grecs considèrent la Russie comme une sorte de grande sœur; il est significatif que de nombreux grecs se soient engagés pour aller combattre aux côtés des russes au moment de la guerre de Crimée. La République de Chypre, de langue grecque, a une fonction très particulière : elle constitue une plateforme financière pour les capitaux russes, spécialement ceux des oligarques. La Bulgarie, dont la langue est très proche du russe, est un pays considéré par les russes comme un pays frère (la réciproque est vraie pour une large part); les tribus bulgares ont jadis migré depuis l'Oural jusqu'à la Bulgarie actuelle en passant par la Volga (il y a, dans les monts de Jigouli, dominant la Volga, un monument des Bulgares!); lorsque, au mois de novembre 1940, à Berlin, M. Molotov négociait avec Hitler et Ribbentrop en vue de l'entrée de l'URSS dans le club des pays totalitaires, l'«Axe» Berlin-Rome-Tokyo qui eut alors pu inclure Moscou, les discussions relatives au partage, sinon du monde, au moins de l'Europe, achoppèrent sur un point important : la Bulgarie ! En fin de compte, des quatre pays de la région membres de l'UE, celui qui est le moins proche de la Russie est la Roumanie ; on le vit bien au temps de la guerre froide: bien que « pays frère » de l'Union Soviétique, la Roumanie affirmait avec force sa spécificité latine sous la férule du « énie des Carpathes», M. Ceausescu (qui fut fait, sans doute pour cette raison, docteur honoris causa de l'Université de Nice!).

Parmi les six pays considérés qui ne font pas partie de l'UE, les plus importants pour Moscou sont ceux qui sont slaves et orthodoxes (Serbie, Monténégro, Macédoine), notamment le plus grand d'entre eux, la Serbie. Pas seulement pour sa taille mais surtout pour son opposition constante, au cours de l'histoire, à l'Empire Ottoman qui en faisait un allié de toujours de la Russie. Les autres pays (ou régions!), dans lesquels l'élément albanais est notable (Albanie, Kosovo, Bosnie-Herzégovine) sont plus ou moins considérés par Moscou comme des ferments de division et de déstabilisation de ses alliés: Albanie et Kosovo facteurs de déstabilisation de la Macédoine (et éventuellement du Monténégro), Kosovo et Bosnie-Herzégovine facteurs de déstabilisation de la Serbie.

Problématique de la présence russe dans les Balkans

Il apparaît ainsi que la Russie, élément le plus significatif de l'Europe Byzantine, aspire peut-être à jouer, d'une manière ou d'une autre, un rôle fédérateur pour cet ensemble. La théorie des «trois cercles», que l'on doit paraît-il à Soljenitsyne, est assez répandue au sein des milieux dirigeants russes ; le premier cercle est constitué par les trois Russies, le deuxième par les autres pays qui faisaient partie de l'Union Soviétique à l'exception des pays baltes, enfin le troisième cercle est celui des autres pays de tradition orthodoxe. Cela donne, pour ce dernier cercle qui est situé dans les Balkans, la hiérarchie des affinités : (1) Serbie, Monténégro et Macédoine, des pays orthodoxes, slaves et «indépendants» (c'est-à-dire non encore intégrés à l'Union Européenne ou à l'OTAN), (2) Grèce, Chypre, Bulgarie, Roumanie, des pays orthodoxes et membres de l'Union Européenne et de l'OTAN, (3) Albanie, Kosovo et Bosnie-Herzégovine, des pays jadis orthodoxes mais convertis à l'islam par la suite, soumis aujourd'hui à une forte influence américaine.

Les modalités de la présence, ou de l'absence, de la Russie dans les Balkans peuvent être envisagées à l'aide de trois clés principales; la première est géopolitique (et donc militaire) et s'organise autour des relations entre la Russie et les Etats-Unis; la deuxième touche à ce qui constitue la principale richesse actuelle de la Russie, les produits énergétiques (gaz et pétrole) et à l'acheminement de ceux-ci vers l'Europe Occidentale via les Balkans; la troisième enfin ne fait pas intervenir l'Etat russe, ou peu: il s'agit des secteurs du tourisme, de l'immobilier et de la finance.

a) Les relations Russie/Etats-Unis et les Balkans

Malgré la fin de l'Empire Soviétique, il semble bien que, dans la perspective du maintien de leur hégémonie, les Etats-Unis continuent à s'inspirer de la vieille doctrine géopolitique anglo-saxonne d'il y a un siècle, notamment des idées de Halford Mackinder : le contrôle de l'Europe de l'Est, notamment des Balkans, y apparaît avoir une importance toute particulière. On peut rappeler à ce propos le tour de force réalisé jadis consistant à faire entrer deux peuples ennemis irréductibles, la Grèce et la Turquie, dans la même alliance politico-militaire, l'Alliance Atlantique, et dans la même organisation au service de cette alliance, l'OTAN; plus près de nous, au cours de l'été 2015, ce sont les pressions américaines qui ont fait plier l'Allemagne dans le dossier des dettes de la Grèce afin d'éviter une sortie de ce pays de la zone euro qui eut risqué d'être le prélude à une sortie de l'UE et peut-être aussi de l'OTAN.

Il semble bien que, directement ou indirectement (par le biais de l'Union Européenne et de ses institutions), les Etats-Unis développent une politique de contrôle politique et militaire de

l'ensemble des pays des Balkans. Avec l'émergence de la Chine comme puissance mondiale de premier plan et désormais rivale, le Gouvernement américain a compris qu'il devait développer autour d'elle et de son alliée la Russie une ceinture défensive puissante. Cette politique conduit à un renforcement des liens avec l'ensemble des pays de l'Europe de l'Ouest et de l'Union Européenne dont la situation de vassalité est sinon renforcée, au moins pérennisée; elle consiste surtout à affaiblir l'influence et la puissance de la Russie, à étendre le dispositif militaire jusqu'à ses frontières (notamment par la création de six centres de commandement : en Pologne, Roumanie, Bulgarie et dans les pays Baltes) et à empêcher que se constitue un « bloc orthodoxe » dont le leader serait nécessairement la Russie: pour cela, est mise en place, de fait, une sorte d'alliance régionale entre les Etats-Unis et les principales nations occidentales, d'une part, et des pays à tradition musulmane que sont la Turquie, l'Albanie, la Bosnie, le Kosovo, d'autre part.

Un tournant est pris en décembre 1995 quand les Etats-Unis imposent l'accord de Dayton pour régler le conflit en Bosnie; à cette époque, l'Amérique est toute puissante: la Russie est dans une situation économique calamiteuse et n'est pas en mesure de peser réellement dans les dossiers internationaux alors que la Chine, qui n'est alors pas encore membre de l'OMC, est loin d'avoir la puissance qui est la sienne aujourd'hui, de sorte qu'il n'y a pas de contrepoids à la puissance US. Cet accord de Dayton est marqué par l'appui américain aux musulmans de Bosnie; il conduit à la partition du pays (une confédération croato-musulmane d'un côté, une république serbe de Bosnie de l'autre) et constitue un affaiblissement significatif de la Serbie.

Dans le même temps, les Etats-Unis contribuent à l'armement des milices albanaises du Kosovo qui oeuvrent pour la scission de cette province: en 1999, les opérations de l'armée de Milosevic ainsi que l'exode d'une partie de la population musulmane du Kosovo constituent alors la justification de l'opération «force alliée», des bombardements des forces de l'OTAN effectuées, sans mandat de l'ONU, pendant près de trois mois. Sur le terrain, le retrait de l'armée de la Serbie permet alors le déploiement d'une force internationale destinée à éviter un éventuel «nettoyage ethnique» dans cette région comme cela s'était produit en Bosnie. Il faut noter qu'à cette époque la Russie n'avait pas les moyens, notamment militaires, qui lui auraient permis de peser de façon significative sur le cours des choses: l'incursion au Kosovo d'une petite force militaire russe occupant l'aéroport de Pristina mais ne disposant pas d'une logistique d'appui tourna court et fut une démonstration de cette impuissance; pour autant, il eut probablement été possible, si les américains l'avaient souhaité, aux dirigeants russes d'intervenir utilement dans la crise, compte tenu, sinon de leur influence auprès du gouvernement Serbe de l'époque, au moins de l'idée que se faisait Milosevic d'un recours toujours possible à la Russie le confortant dans son intransigeance: la voie du « passage en force » au moyen de frappes aériennes, sans la Russie, fut l'option retenue. Toutefois, ces frappes n'eurent pas l'efficacité escomptée: il fallu bien alors se rapprocher du Kremlin pour faire plier le dictateur de Belgrade; à partir du 3 mai 1999 eurent alors lieu, à Moscou principalement, des négociations entre MM. Talbott (USA), Ahtisaari (Union Européenne) et Tchernomyrdine (Russie) destinées à élaborer un texte commun, sorte d'ultimatum destiné à Milosevic et soumis à lui par M. Martti Ahtisaari le 3 juin 1999: malgré ses désaccords concernant notamment les modalités de l'occupation militaire du Kosovo et le rôle dirigeant de l'OTAN, le Gouvernement Russe de l'époque avait ainsi fourni un appui décisif à l'Amérique puisque Milosevic obtempéra; peut-être espérait-il être payé en retour, d'une manière ou d'une autre ? Avec la présidence de M. Bush, les relations allaient rapidement se refroidir.

Un engagement important avait été pris par les Etats de la coalition militaire vis-à-vis de la Serbie: celui de garantir l'intégrité territoriale du pays, en dépit du fait que le Kosovo serait appelé à bénéficier d'un statut très particulier, conformément à la résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'ONU du 10/6/99 portant création de la MINUK (Mission Intérimaire des Nations Unies au Kosovo) destinée à l'administrer. Le protectorat international du Kosovo, effectué pour l'essentiel par les pays de l'OTAN, non seulement n'a pas empêché mais, plus encore, a préparé l'indépendance de fait de cette région; cela commence en février 2007 par un rapport des Nations-Unies sur le Kosovo préparé pour Kofi Annan par celui-là même qui était au cœur des contacts russo-américains, le finlandais Martti Ahtisaari, qui propose un «processus de reconnaissance» sous supervision internationale, en fait l'indépendance; Bien que ce texte soit refusé par le Conseil de Sécurité du fait du veto de la Russie, il sera mis à profit par les institutions provisoires locales qui procèdent à une proclamation unilatérale de l'indépendance du Kosovo (le premier ministre, Hashim Thaci, devant le Parlement le 17 février 2008) puis à l'adoption d'une constitution en juin de la même année. De fil en aiguille, avec l'appui de certaines institutions internationales, notamment de la Cour Internationale de Justice qui considère le 22/7/2010 que ce texte de 2008 «ne viole pas le droit international», le Kosovo acquiert un statut de pays indépendant et est reconnu comme tel par la majorité des pays européens (La Cour Internationale de Justice, 2008; Résolution adoptée par l'Assemblée générale, 2008). Il est toutefois intéressant de constituer une liste non exhaustive de quelques pays qui ne le reconnaissent pas: les BRICs (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du sud), l'Ukraine, la Biélorussie, le Vietnam, l'Iran, la Syrie, la Moldavie et la Roumanie, La Bosnie, la Grèce, la Bosnie et, bien sur, la Serbie, sans oublier un pays important au sein même de l'UE: l'Espagne.

Une division des tâches entre les alliés a été établie dans le protectorat: à l'Union Européenne, l'essentiel de la coopération civile dans le cadre de l'opération EULEX pour permettre aux autorités locales d'établir «l'état de droit», aux Etats-Unis l'essentiel de la coopération militaire avec un investissement destiné à durer constituant un élément important de leur dispositif dans la région, la base Bondsteel. La création de cet Etat, que les russes considèrent comme un Etat-croupion (un «Etat-OTAN») et qui pourrait correspondre à ce que les américains eux-mêmes appellent un «Etat-voyou» tant le degré de la corruption et des trafics mafieux y sont élevés, constitue un élément décisif de l'affaiblissement de cet allié traditionnel de la Russie qu'est la Serbie. Celui-ci est désormais entouré de bases militaires US: Tuzla en Bosnie, Szegedin en Hongrie (tout près de la frontière serbe) et Bondsteel au Kosovo. Il n'est pas indifférent de savoir que le site de cette dernière a été choisi avant même que ne débutent les frappes aériennes et que sa construction a été réalisé sous la direction de la société Halliburton, proche de la famille Bush. Par ailleurs le contrôle de la Serbie est désormais politique avec la perspective que fait miroiter Bruxelles d'une entrée à venir dans l'UE et les aides non négligeables que ce pays reçoit; en 2013, un changement de majorité, à la suite d'élections, avait amené au pouvoir une équipe bien plus «nationaliste» et proche de la Russie que le gouvernement précédent; on aurait pu s'attendre, logiquement, à un raidissement sur la question du Kosovo et à un refroidissement des relations avec l'UE: or, surprise, c'est l'inverse qui se produit, le nouveau Gouvernement semblant se résigner à la perte de sa souveraineté sur tout ou partie du territoire du Kosovo; cette volte-face est pour le moins étonnante et on peut se poser bien des questions sur les raisons qui ont pu la susciter; une hypothèse très vraisemblable est que, dans ce pays où la corruption et le népotisme sont assez répandus, la conditionnalité de

certaines aides européennes à un changement d'attitude concernant le Kosovo ait conduit certains dirigeants, parce qu'ils pouvaient tirer profit de ces aides, à être les acteurs de ce changement : tout se passe comme si l'UE avait acheté les dirigeants serbes de telle sorte que la question du Kosovo puisse être réglée à sa convenance.

Face à une grande activité de l'OTAN dans la région (en Bosnie, au Kosovo mais aussi en Macédoine en 2001/2002, pour ce qui concerne les pays hors UE, en Roumanie, Bulgarie, Grèce, Hongrie pour les pays appartenant à l'UE), la Russie n'a pas de présence militaire, en dépit des efforts déployés pour en avoir une. Les projets d'une base aérienne et d'une base navale russes à Chypre, face à la Syrie, ne sont encore que de vagues projets ; Moscou aurait souhaité mettre à profit l'amitié traditionnelle entre la Russie et le Monténégro pour installer une base navale à proximité de Bar en vue de l'entretien de sa flotte de Méditerranée (dans la perspective de la fin de sa base de Tartous, en Syrie) : dans la crainte que cela lui ferme les portes de l'OTAN, le Gouvernement du Monténégro aurait refusé à la fin du mois de novembre 2013. Début 2015, les conversations entre V.V. Poutine et Tsipras donnèrent lieu à des allusions à l'éventualité d'une coopération militaire, notamment navale entre la Russie et la Grèce : on est encore loin du passage à l'acte, alors même que Athènes, peu après, sans doute pour amadouer ses créanciers, a donné son accord à la poursuite des sanctions de l'UE contre la Russie. A l'évidence, cette région des Balkans est solidement sous le contrôle de l'OTAN.

Moscou en est réduit à faire des efforts dans le domaine de la propagande anti américaine ; ainsi, les manifestations anti-gouvernementales de Skopje, en 2015, qui étaient largement le fait de manifestants albanophones de la région de Koumanovo sont-elles perçues comme une tentative d'un «nouveau Maïdan» organisée en sous-main par la CIA et par l'Albanie. Il est vrai qu'un certain nombre d'organisations albanaises de la région soutiennent l'idée d'une «grande Albanie» qui regrouperait, autour de l'actuelle Albanie, le Kosovo, la partie ouest de la Macédoine et même une petite partie du Monténégro : il est loin d'être sur toutefois que le grand protecteur américain soit disposé à favoriser la création d'une telle entité. Néanmoins, le projet visant à chasser le Président Georgy Ivanov et le premier ministre Nikola Gruevski qui veulent pour leur pays une politique indépendante, plutôt favorable à la Russie (et à son projet de gazoduc Turkish stream) et à la Chine (et à son projet de chemin de fer à grande vitesse Le Pirée-Budapest) au profit d'une alternative politique plus «européenne» (MM. Zaev et Crvenkovski), animée par le désir d'accélérer les entrées de la Macédoine dans l'UE et dans l'OTAN, moins arrangeante pour les projets russes ou chinois, ne serait pas pour déplaire à Bruxelles ou à Washington, même si ce changement s'opérerait en prenant appui sur les populations albanaises/Kosovares.

b) Le pétrole et le gaz russes et les Balkans

L'approvisionnement de l'UE ne dépend pas que de la Russie: il y a la Norvège, les Pays-Bas, l'Algérie, le Qatar; néanmoins, la Russie est de loin le principal fournisseur; l'acheminement de ce gaz se fait par la Biélorussie et la Pologne, par «North stream» sous la mer Baltique et, pour quelques temps au moins, par l'Ukraine. Ce pays, tiraillé entre l'UE et la Russie pose à cette dernière un gros problème (ce n'est pas le seul) concernant la sécurité de ses exportations de gaz: d'où l'idée d'un contournement de l'Ukraine par un nouveau pipeline traversant la mer Noire. Le «South Stream» de la compagnie Gazprom devait ainsi déboucher près de Burgas, en Bulgarie. Le montage de ce projet avait été imaginé par les responsables de Gazprom et de l'ENI et avalisé en 2007 par les Présidents Poutine et Berlusconi; le capital de la

société qui avait été constituée était donc, à l'origine 50/50 pour les deux sociétés : par la suite, une partie des parts de l'ENI avait été cédée au français EDF (15%) et à une filiale de l'allemand BASF (15%). Acheminant du gaz en provenance de Sibérie, cet ouvrage de 3600 kilomètres devait coûter 17 milliards d'euros et acheminer 63 milliards de m³ de gaz par an; il devait traverser la Bulgarie et la Serbie, puis se subdiviser en une branche pour la Hongrie et l'Autriche et une autre pour la Croatie, la Slovaquie et, au-delà, l'Italie. L'accord donné le 21/1/2008 par le Gouvernement de la Bulgarie était complété par des accords des autres pays directement concernés: la Grèce, la Serbie, la Croatie, la Slovaquie, la Hongrie, l'Autriche. Ce projet ne semblait pas constituer un concurrent d'un autre projet, soutenu par les américains et donnant lieu à un large consortium de compagnies (SOCAR, Statoil, BP, Total, etc.), destiné à acheminer du gaz depuis l'Azerbaïdjan jusqu'en Italie, en passant par le Caucase, la Turquie et la Grèce. Mais il y avait l'Ukraine.

La crise Ukrainienne prend un tour aigu avec le refus du Gouvernement de ce pays de signer avec l'UE un accord de coopération, le 21 novembre 2013; quelques jours après, en décembre, la Commission Européenne déclare que le projet South stream contrevient à la législation communautaire anti-monopole: comment ne pas voir là une réponse donnée à la Russie pour son rôle dans la crise Ukrainienne ? Par une déclaration de son ambassadeur auprès de l'UE le 13/1/2014, la Russie fait connaître qu'elle refuse d'adapter le cadre réglementaire du gazoduc aux exigences de la Commission et que les accords bilatéraux signés avec sept Etats restent valables: pour la Serbie qui ne fait pas partie de l'UE, la Commission n'a rien à dire, pour les six autres (Bulgarie, Grèce, Hongrie, Croatie, Slovaquie, Autriche) le droit international doit primer sur la législation UE. On ne l'entend pas de cette oreille à Bruxelles: malgré le début des travaux dans plusieurs pays, en Russie (lancement en présence de Poutine le 7 décembre 2012), en Bulgarie et en Serbie, de façon concomitante avec le processus amenant à l'annexion de la Crimée par la Russie, de fortes pressions sont exercées par Bruxelles sur le Gouvernement Bulgare; la Bulgarie, déçue de devoir abandonner sa participation à un projet qui eut été lucratif pour elle, décide alors de se plier à la volonté de Bruxelles et d'interrompre les travaux sur son territoire en juin 2014; un peu plus tard, en décembre 2014, le premier ministre de Serbie, Alexander Vucic, fait part de sa crainte de voir le projet South stream abandonné et son espoir qu'il soit malgré tout sauvé: son pays a déjà investi pour 30 millions d'euros dans la construction du tronçon Serbe alors même, par ailleurs, que des accords avaient été conclus pour la vente à Gazprom Neft de 51% des parts de Nafta Industrija Srbija et la construction, par Gazprom, d'une énorme unité souterraine de stockage de gaz à Banatski Dvor. Trop tard! Le 1/12/2014, en visite officielle en Turquie, V. Poutine, en présence du PDG de Gazprom (Alexei Miller), annonce la mort du projet South stream; il égratigne au passage la Commission Européenne et, surtout, le Gouvernement Bulgare qui, dit-il, aurait dû veiller à assurer la souveraineté de son pays; il en profite aussi, c'était sans doute le but essentiel de sa visite, pour discuter avec son homologue Turc, M. Erdogan, de la naissance d'un nouveau projet: «Turkish stream»! Ce projet donne lieu à un accord de principe et à une annonce officielle en janvier 2015.

Le gazoduc traverse toujours la mer Noire, mais au lieu d'aboutir en Bulgarie, il aboutit en Turquie d'Europe, à Kiyikoy; il se dirige alors vers la ville de Luleburgaz, près des frontières avec la Bulgarie et la Grèce et s'arrête en Grèce, à Ipsila. Ce gazoduc doit permettre, comme celui du projet abandonné, d'acheminer en Europe 63 millions de m³ de gaz par an dont 15 pour la Turquie dans le cadre de l'accord passé avec ce pays. Les pays traversés par le tube à partir de la frontière Gréco-Turque ont tous de bonnes relations avec Moscou: la Macédoine, la Serbie, la

Hongrie. Manifestement, la Russie s'est appuyée sur le nouveau gouvernement, à Athènes, et sur le refroidissement relatif des relations entre la Turquie et les Etats-Unis en ce qui concerne la Turquie. La rencontre Tsipras-Poutine du 8 avril 2015, même si elle n'a pas abouti à ce que Moscou mette la main à la poche pour aider financièrement la Grèce a été suffisamment positive pour que soit créée une co-entreprise russo-grecque destinée à prendre en charge la construction du gazoduc en Grèce; la signature a eu lieu le 19 juin 2015, non sans qu'il y ait eu auparavant de fortes pressions américaines pour dissuader Athènes de participer à ce projet. Dans cette affaire, les responsables russes ont été très réactifs et, d'une certaine façon, ont pris de court les autorités de Bruxelles; le commissaire Européen en charge de ces dossiers, M. Maros Sefcovic, n'a rien trouvé de mieux à dire que le projet Turkish stream n'était pas «économiquement fondé»: en effet, dit-il, il y aurait 15 milliards de m³ pour la Turquie et autant pour les Balkans, il y aurait alors 30 milliards en trop! on peut remarquer qu'il aurait pu dire la même chose à propos de South stream.

Toutefois, ce nouveau projet constitue un concurrent évident d'un nouveau projet soutenu par les Etats-Unis destiné à remplacer le projet Nabucco abandonné: le 1/7/2013, l'annonce est faite du projet «trans Adriatic Pipeline» pour acheminer le gaz en provenance de l'Azerbaïdjan, depuis la Grèce jusqu'à l'Italie. De fortes pressions sont alors exercées par Washington non seulement sur Athènes mais aussi sur Ankara; M. Obama lui-même aurait donné un coup de téléphone à M.Erdogan, le 22 juillet 2015, lui demandant de faire en sorte que la Turquie refuse de participer au projet; depuis, le projet est suspendu sine die, officiellement pour des questions de réductions tarifaires accordées par la Russie à la Turquie; il est prévu que V.V. Poutine et Erdogan en discutent à l'automne.

En dehors de Gazprom, il importe de mentionner la présence importante du Lukoil dans les Balkans, dans la distribution et dans les activités de raffinage, avec principalement les raffineries de Neftikhim à Burgas (Bulgarie), d'une capacité de 7.5 millions de tonnes par an, et celle de Petrotel à Ploesti (Roumanie), d'une capacité de 2.5 millions de tonnes par an. La gestion de la filiale Petrotel pose à Lukoil de sérieux problèmes avec la justice Roumaine; en 2014, une enquête a été lancée par le tribunal de Ploesti, pour évasion fiscale et blanchiment; l'Etat Roumain réclamait 230 millions d'euros de dédommagements; depuis, il semble que la situation du groupe Lukoil est devenue plus délicate: en juillet 2015, le parquet Roumain veut faire saisir pour 2 milliards d'actifs appartenant à la holding Europe du groupe domiciliée aux Pays-Bas et, pour cela, a saisi la justice Britannique et demandé le gel des comptes bancaires du groupe localisés au Royaume-Uni. Il est difficile de savoir si cette affaire a ou non une dimension politique: quelle pouvait être la finalité des trucages comptables si ceux-ci étaient avérés, était-ce seulement pour augmenter les profits du groupe ou pour enrichir ses dirigeants?

c) **Immobilier, tourisme et oligarques**

Globalement, les Balkans constituent la destination privilégiée des touristes russes: avant l'Egypte, avant la Thaïlande, avant la Turquie, avant les destinations plus onéreuses de l'UE. Certes, le Gouvernement russe cherche à inciter les russes à prendre des vacances chez eux, notamment dans cette nouvelle acquisition territoriale que constitue la Crimée; néanmoins les classes moyennes sont fortement attirées par des vacances d'été en bord de mer et à l'étranger, spécialement dans les pays de tradition orthodoxe: la Grèce, première destination pour cette région (et troisième destination du tourisme russe après la Turquie et l'Egypte), la Roumanie, la Bulgarie, le Monténégro, Chypre.

Les vacanciers vont beaucoup dans des villages de vacances ou des campings pour des raisons d'économie; certains, plus fortunés, vont à l'hôtel ou procèdent à des locations de chambres chez l'habitant, d'appartements ou de maisons individuelles ou bien même investissent dans l'achat d'une résidence secondaire. Il en résulte, dans ces pays, un notable développement immobilier répondant à cette demande touristique ; les agents de ce développement immobilier sont souvent des promoteurs russes (ils connaissent bien les goûts de la clientèle russe) articulés à des intérêts locaux; cela donne lieu à des opérations immobilières entachées bien souvent de pratiques frauduleuses: il y a un niveau élevé de corruption dans les pays d'accueil de sorte qu'il y a de nombreuses malversations financières, des abus de pouvoir concernant les autorisations, ou les refus, de construire ou de lotir.

Une illustration de ces opérations est fournie par l'urbanisation touristique de la zone littorale du Monténégro où l'on voit de nombreux exemples d'articulation de pratiques mafieuses entre des individus ou des groupes locaux et des individus ou groupes russes; il faut dire que la proximité de Chypre, une plaque tournante de capitaux russes plus ou moins licites, joue sans doute un certain rôle dans les investissements qui sont ainsi effectués.

En fin de compte, pour la Grèce, Chypre, le Monténégro et la Bulgarie, le tourisme russe, avec l'immobilier qui lui est associé, constitue désormais une composante importante de l'économie nationale. Bien que le tourisme russe en Roumanie soit loin d'être négligeable, il n'a pas, dans ce pays qui est plus grand (et dont l'économie est plus diversifiée que celles de ces quatre pays), un poids comparable.

Deux petits pays: Monténégro et Kosovo

Deux petits pays, le Monténégro et le Kosovo, indépendants depuis peu, illustrent les difficultés économiques et politiques dans les Balkans en même temps que l'affrontement plus ou moins feutré entre la Russie et les pays occidentaux, Etats-Unis et Union Européenne. Le Monténégro constitua pendant un certain temps et constitue peut-être encore un pays soumis à une influence notable d'une mafia, ou plutôt de mafias russo-monténégrine(s); le Kosovo, pays non encore reconnu par une grande partie de la communauté internationale et qui est à la Serbie ce que la Crimée est aujourd'hui à l'Ukraine, protectorat conjoint de l'UE et des Etats-Unis, est le royaume de la corruption, du crime et des trafics qui, malgré cela ou à cause de cela, détient le record en Europe du chômage avec un taux de 45% de la population active.

a) Le Monténégro

Jusqu'en décembre 2010 au moins, ce pays fut mis en coupe réglée par un clan: Dukanovic, sa famille, ses amis, ses partenaires russes du business et des combines diverses. On pourra consulter avec profit, à ce propos, le livre «Monténégro, investissements étrangers et féodalisation du pouvoir» (Jean-Arnault Dérens, 2011) qui expose le mode le mode de fonctionnement du système *Dukanovic*.

Milo Dukanovic est obligé de démissionner de son poste de premier ministre (le 21/12/2010) car son profil pas très recommandable ne correspond pas à ce que souhaite l'UE: c'était la condition pour que le Monténégro puisse accéder au statut de *candidat* à l'entrée dans l'Union (novembre 2010); il garde néanmoins le contrôle du parti au pouvoir, le *Parti Démocratique des Socialistes (PDS)*. Avec Aco Dukanovic et Ana Kolarevic, il est propriétaire de la banque *Prva Banka (Première Banque)*. Son règne sur un pays où fleurit la corruption, le

clientélisme, le népotisme, le banditisme, la contrebande (notamment des cigarettes) et le crime, n'est pas sans partage: il a un rival potentiel, Svetozar Marovic, le «Boss de Budva», parrain de la région littorale, ancien président de l'éphémère Comité d'Etat Serbie et Monténégro (2003/06), vice-président du parti PDS et vice premier ministre, obligé de démissionner comme lui le 21 décembre. Trois jours plus tard, coup de théâtre ! Un coup de filet de la police à Budva; 9 personnes sont arrêtées à l'aube dont le maire, Rajko Kuljaca, et son adjoint, Dragan Marovic, le frère de Svetozar. Une opération *mains propres* qui est en même temps, et probablement surtout, un règlement de compte! Les affaires douteuses réalisées par différents clans sur la Côte d'Azur Monténégro, à Budva, tournent ainsi à l'aigre. Pourtant tout commence bien en 2005, lorsque des oligarques russes commencent à s'intéresser à cette région: la *Première Banque* (Dukanovic) finance des projets immobiliers russo-monténégroins de la famille Marovic. Serguey Polonski, à la tête du groupe immobilier russe *Mirak*, se propose en 2007 de réaliser une opération d'envergure sur un terrain de 4.5 hectares dans un endroit boisée de rêve pourtant inconstructible, au cap Zavala ; il contacte pour cela le propriétaire des lieux, la société *Moninvest* (famille Marovic) en la personne de Dragan Sekulic: un accord se fait pour la vente de la moitié du terrain pour 20 millions d'euros, payables via la *Première Banque* à la condition que le terrain soit requalifié dans le Plan d'urbanisme, devenant ainsi constructible. La mairie de Budva, en un temps record, modifie le plan d'urbanisme: le cap Zavala doit devenir le support d'un complexe touristique! Dans le même temps, en octobre 2007, est créée la société *Zavala invest* : 26% Moninvest (Sekulic, Marovic), 74% *Slav-Inn* (émanation de la société *Mirak* du russe Polonski); c'est elle qui lance les travaux: il s'agit de réaliser un vaste complexe de 90 000 M² de plancher (des centaines de logements, 2 hôtels, 40 villas). Il y a toutefois une surprise: des citoyens un peu curieux se sont aperçus qu'il n'y avait pas de permis de construire, il en résulte même une campagne anti corruption; le site est alors «fermé» mais les travaux continuent et, par l'entremise de M. Sekulic, le permis de construire enfin obtenu permet de « régulariser » cette très profitable affaire car les prix de vente, au m² habitable, tournent autour de 5 000 euros! Il y a beaucoup d'argent dans le circuit, bien que la crise ralentisse nettement la demande et que les relations se détériorent entre la *Première Banque* et le clan Marovic. Sekulic sera condamné à de la prison ferme et il va y avoir un retrait progressif de la société russe *Mirak*. A l'autre bout de la ville, les frères Becirovic, proches de Milo Dukanovic et de sa sœur, réalisent pour le compte de ceux-ci l'hôtel *Avala* sur la base d'un permis de construire litigieux! Ils sont associés à des investisseurs russes au moyen de la société *Tradunik* qui intervient par ailleurs par d'autres réalisations d'hôtels (au centre de Budva) ou de villas (notamment à Sveti Stefan).

Jusqu'en 2008, le principal investisseur du pays est un russe, Oleg Dérépaska: il intervient dans l'industrie et les mines, dans le tourisme et l'immobilier. En 2005, il prend le contrôle de KAP, le *Kombinat d'Aluminim de Podgorica*, par l'intermédiaire de sa société CEAC (*Central European Aluminium Compagny*). Avec KAP et la société *Maprenat* de Tivat, il était directement associé avec Milo Dukanovic: cela lui permit de réaliser alors une énorme marina à Tivat, Porto Monténégro. En s'appuyant sur la *Prva Banka* (de la famille Dukanovic) et sur la société *Maprenat* il achète aussi la compagnie gestionnaire des mines de Niksic.

On le voit, toutes les affaires importantes du pays se font, durant les années qui précèdent la crise, au moyen de capitaux russes et d'une articulation de ceux-ci avec des pouvoirs politiques, des intérêts et des mafias du Monténégro. La crise arrive: oligarques et capitaux russes se retirent en même temps que la clientèle des acheteurs potentiels russes de biens immobiliers se fait moins nombreuse ; surviennent alors les faillites et les règlements de compte.

Le retrait des capitaux russes s'opère en même que la perspective d'entrer dans l'Union Européenne se précise; le 1/5/2010 entre en vigueur l'accord de stabilisation et d'association entre le Monténégro et l'UE et, par ailleurs, un pays voisin, la Croatie, se voit promettre une entrée effective dans l'Union en 2012: autant de signaux qui indiquent alors à la population qu'une entrée à terme du pays dans l'UE est possible et que, pour cela, il faut faire les efforts nécessaires dans le domaine des institutions, du fonctionnement de l'Etat, de la justice, de la lutte contre la corruption, etc. A cet égard, la réponse négative donnée en 2013 au Gouvernement Russe concernant le projet d'une base navale russe à Bar est significative de ce basculement : le pays veut désormais entrer non seulement dans l'UE mais aussi dans l'OTAN; pour cela, il est prêt à prendre ses distances avec cet allié et protecteur traditionnel qu'est la Russie et à lutter, au moins en apparence, contre les pratiques de corruption et de népotisme.

b) Le Kosovo

Le cas du Kosovo est un cas extrême, c'est ce qui fait son intérêt: à travers la caricature qu'il constitue, on peut mieux percevoir la situation réelle de cette collection de petits pays de la région des Balkans pour lesquels la politique menée par l'UE pourrait bien s'avérer être un complet fiasco.

On doit rappeler que la résolution 1244 du Conseil de Sécurité de l'ONU qui affirmait l'intégrité territoriale de la Serbie est restée lettre morte: proclamation en 2008 de l'indépendance et accession à une «pleine souveraineté» en septembre 2012; il faut souligner aussi les échecs de la mission de l'ONU (la MINUK) et de la force de l'OTAN (KFOR) qui ont été incapables d'empêcher l'exode d'une grande partie de la population de langue serbe de ce territoire. En faisant le lit de l'UCK, il n'est pas faux de dire que «on a remis cette région dans les mains de responsables structurellement liés au crime organisé».

L'actuel ministre des affaires étrangères du pays, M. Hashim Thaçi, qui a été le chef de l'UCK pendant la guerre civile contre la Serbie (1998/99) et premier ministre du Kosovo depuis l'«indépendance»(2008) jusqu'en 2014, est fortement soupçonné d'avoir commis des crimes de guerre (ou même des crimes contre l'humanité), d'assassinats de prisonniers, civils ou non, notamment à des fins de trafic d'organes: selon l'un de ses membres, si le *Tribunal Pénal International pour la Yougoslavie* (TPIY) avait poursuivi les crimes de l'UCK selon les critères appliqués aux serbes, M.Thaçi aurait du être poursuivi pour crimes de guerre; il est d'ailleurs explicitement mis en cause dans un rapport du *Conseil de l'Europe* (journal *Le monde* du 27/8/2015). Surnommé «Le Serpent», il est à la tête d'une grande coalition constitué par le *Parti Démocrate du Kosovo* (PDK) et la *Ligue Démocrate du Kosovo* (LDK) de M.Fatmir Sejdin (le successeur de M. Rugova à la Présidence du Kosovo). Une autre personnalité marquante et très représentative des dirigeants est M.Fatmir Limaj, ministre des travaux publics de 2008 à 2010, surnommé «Monsieur 20%» ou «Commandant corruption»: accusé par un entrepreneur d'avoir détourné 80 millions d'euros lors de la construction de l'autoroute Albanie/Kosovo, celui-ci meurt opportunément dans un accident de la route! On l'accuse de tortures et de meurtres mais les accusateurs et les témoins se rétractent ou meurent: poursuivi par la justice, il bénéficie (en 2005 et 2007) de deux acquittements.

Ces dirigeants sont à l'image de ce qu'est le pays aujourd'hui : le paradis de la corruption et des trafics: d'armes, de drogues, d'organes, d'êtres humains; on estime que 80% de l'héroïne consommée en Europe passe par le Kosovo; on pense que des dizaines de milliers de femmes ont été kidnappées dans le pays et dans les pays des environs pour être conditionnées dans des

camps de dressage/soumission puis vendues et exportées vers les pays de l'UE. Ces activités criminelles rapportent beaucoup d'argent: il en résulte que les dirigeants ne veulent pas réellement voir aboutir les efforts des missions internationales: la justice est, en général, une parodie de justice du fait de la disparition des témoins, des destructions d'archives, etc.

Le Kosovo est, en fait, un protectorat international des Etats-Unis et de l'UE; les protecteurs se sont répartis les rôles: aux Etats-Unis la partie militaire avec le camp de Bondsteel, à l'UE la partie civile, la plus coûteuse, avec l'opération EULEX (Politique de défense et de sécurité commune de l'Union Européenne). L'UE a ainsi déployée près de 2000 experts (conseillers, policiers, magistrats) pour aider les autorités à établir «l'Etat de droit» ... dont ces autorités ne veulent pas! C'est bien le constat que fait (cité par *Le monde*) M. Andrea Lorenzo Capussela, ancien chef de la mission économique internationale de 2008 à 2012 : «Les Européens ont essayé de lutter contre la corruption, mais beaucoup trop faiblement, et les américains n'avaient pas intérêt à le faire. On ne peut pas avoir la même mission qui conseille le ministre de la justice du Kosovo et le lendemain le procureur de cette mission qui arrête ce ministre» (Chastand J.-B., 2015).

Le bilan économique qu'on peut faire est désastreux: un taux de chômage proche de 50% de la population active (70% pour les jeunes), 30% au moins de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté. Les dépenses correspondant à l'aide internationale, notamment de l'UE, représentent au moins un milliards d'euros par an alors que le PIB est de l'ordre de 5 milliards d'euros: cette aide représente donc de l'ordre de 20% du PIB. Et le reste ? Il faut savoir que le Kosovo importe une grande partie de ce qu'il consomme et qu'il a un déficit commercial considérable: ses exportations ne couvrent que 15% environ de ses importations; le reste: un peu les transferts d'argent de travailleurs vivant dans l'UE et, pour la majeure partie, les mafias. Telle est la triste réalité du Kosovo: une aide internationale qui ne sert à rien et les mafias qui sont les principaux fournisseurs d'emplois, qu'il s'agisse des emplois liés aux trafics ou même des emplois publics.

Dans tout cela, la Russie ne porte aucune responsabilité. La création de cet Etat procède d'une volonté d'affaiblir la Serbie et, à travers elle, la présence russe dans les Balkans. Il eut peut-être été plus raisonnable de respecter l'intégrité territoriale de ce pays tout en l'arrimant solidement à l'UE.

Retour sur l'histoire

A propos de la question des Balkans, en 2015, on a pu mesurer à quel point la politique américaine de «containment» de la Russie était prégnante: peut-être parce que la Russie apparaît comme l'allié principal de la Chine alors que cette dernière est désormais la grande rivale de la puissance américaine.

La question des Balkans montre aussi l'inconséquence de l'Union Européenne en ce qui concerne sa politique d'élargissement et sa politique de voisinage qui consistent, dans une large mesure, à ignorer la Russie; telle était la doctrine de cette icône de l'UE que fut Jacques Delors déclarant en substance: la Russie est trop grande et trop «Asiatique» pour pouvoir un jour s'intégrer à l'UE! En même temps, on considérait alors qu'il était tout à fait nécessaire de faire entrer la Turquie dans l'Union: pourtant, si on considère la localisation des populations, 80% de celle de la Russie est située dans l'Europe géographique et 20% en Asie, alors que pour la Turquie les proportions sont inverses. En même temps aussi, on considérait que, à long terme,

l'Union n'était pas fermée, le cas échéant, à des pays comme l'Ukraine ou la Biélorussie: on peut se demander si, au regard de l'histoire, il est bien sérieux d'imaginer une sorte de séparation entre l'Ukraine et la Russie, l'une étant à l'intérieur de l'UE et l'autre non. Une telle interrogation ne signifie pas qu'il faille imaginer un avenir dans lequel l'UE s'étendrait jusqu'aux rives du Pacifique on peut très bien imaginer une grande Europe établie sur la base d'une solidarité entre un ensemble situé à l'Ouest (l'UE) et un ensemble situé à l'Est, les «trois Russies» se retrouvant du même côté; elle ne signifie pas non plus une quelconque approbation de l'actuelle politique Russe concernant la Crimée et l'Ukraine.

Il y a, dans la volonté d'élargir l'UE selon certaines modalités, une sorte de déni de l'histoire et du poids des traditions religieuses comme facteur important dans la façon dont les peuples se constituent en nations, prennent conscience d'eux-mêmes à travers des valeurs communes et des références passées communes. Il y a une solidarité latente, potentielle, entre les peuples de tradition orthodoxe contre laquelle il est probablement vain de lutter. L'établissement d'une solidarité à l'échelle d'une «Grande Europe» passe par la reconnaissance d'un tel fait historique et religieux.

Lors de la crise Européenne de la Grèce, les américains, qui ont une stratégie alors que les européens n'en ont pas, en s'opposant à l'Allemagne, ont compris l'importance qu'il y avait à ce que la Grèce reste dans l'euro; en effet, une sortie de la Grèce de la zone euro aurait pu être suivie par une sortie de l'UE elle-même, un précédent qu'il fallait éviter quel qu'en serait le prix (un prix qui, de toutes façons, serait à la charge de l'UE). Une sortie de la Grèce, pays de tradition orthodoxe, aurait montré: (I) que cela était possible et que, par conséquent, d'autres pays de l'UE pouvaient prendre le même chemin (Chypre, Bulgarie, etc.), (II) que l'adhésion à l'UE ne comportait pas que des avantages: dès lors, des pays candidats à l'entrée dans l'Union auraient pu se détourner d'un tel projet pour renforcer leurs relations avec la Russie! Une perspective épouvantable vue de Washington.

Les Etats-Unis sont une grande Puissance qui a une histoire très courte; l'Europe, au contraire, qui a une longue histoire, est donc très différente; Bysance fait partie de cette histoire; le projet avorté de constitution Européenne faisait référence aux héritages culturels et religieux de l'Europe, sans les préciser d'ailleurs. Il est grand temps de reconnaître enfin cet héritage essentiel de l'Europe, Bysance.

La liste de la littérature / References

1. Allain M.-F., Galmiche X. (1999). Résistance sans armes du peuple interdit // La nouvelle guerre des Balkans (Manière de voir). Paris. №45. — P.62-63.
2. Dérens J.-A. (2011). Monténégro, investissements étrangers et féodalisation du pouvoir. Paris.
3. Di Francesco T. Pour une paix à l'irlandaise au Kosovo (1998). Le Monde diplomatique, Paris.
4. Implementation of the Law on the Use of Languages by Kosovo Municipalities: Mission in Kosovo (2008). Organization for Security and Co-operation in Europe: Monitoring Department.
5. Chastand J.-B. Au Kosovo, la désillusion face à la tutelle européenne (2015). Le Monde URL: <https://www.lemonde.fr/europe/article/2015/08/26/au-kosovo-la-desillusion-face-a-la-tutelle->

europenne_4736812_3214.html?xtmc=les_europeens_ont_essaye_de_lutter_contre_la_corrupti
on&xtcr=2

6. Expulsions of albanians and colonisation of Kosova (1997). The Insitute of History, Kosova Information Center. URL: <http://www.kosova.com/expuls/contents.htm>

7. La Cour internationale de Justice (2008). URL: <https://www.icj-cij.org/#view=FitH&pagemode=none&search=%22ind%C3%A9pendance%20du%20kosovo%22>

8. Report on the State of Human Rights of National Minorities in Kosovo (1997). Helsinki Committee for Human Rights in Serbia, Belgrade. URL: <http://helsinki.opennet.org/index.htm>

9. Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 8 octobre 2008. URL: http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/63/3&Lang=F

RUSSIAN ECONOMIC AND POLITICAL PENETRATION IN THE BALKANS

Jean-Paul Guichard,

Université de Nice Sophia-Antipolis
98, Bd. Edouard Herriot-B.P. 3209
06204, Nice, Cedex3 — France

The article is dedicated to the questions of the cooperation of Russia and Balkan region in the socioeconomic and political spheres. The author analyses the historical aspects of the future of relations between the countries of Orthodox Europe, Balkans and the European Union. The author pays the attention to the problems of Russian presence on the Balkans, to know following questions: relations Russia / United States and the Balkans; the oil and Russian gases and the Balkans; real estate, tourism and oligarchs. In the article economic and political difficulties on the Balkans, particularly in such countries, as Montenegro and Kosovo are examined. The author arrives at conclusion on the necessity of the understanding of the religious historical, cultural traditions of the countries of Eastern Europe, their influence on the training of nations, complete stocks between the people, potential solidarity.

Key word (Key Words): Russia, Balkans, the United States, economic and political difficulties.

JEL-codes: E 650, E 660, F 020.